

eu de conférences du genre. Sa mise en marche a présenté bon nombre de difficultés. D'abord, l'annonce qu'un cessez-le-feu était intervenu n'a été reçue de la Commission internationale de surveillance que le matin même du jour où la Conférence devait commencer. Après quelques délibérations, l'annonce de ce cessez-le-feu a été acceptée comme satisfaisante.

Un autre problème s'est alors posé au sujet des places qu'occuperaient les délégués du Laos. Il y en avait trois groupes, soit les représentants du gouvernement royal du Laos, ceux du gouvernement de M. Souvana Phouma et enfin les délégués du Pathet Lao. La question était vraiment très complexe et presque jusqu'au dernier instant, avant l'ouverture, personne n'était sûr que la Conférence aurait réellement lieu.

Nous pensions qu'elle n'aurait pas lieu, mais pour être sûrs et pour montrer qu'au moins nous ne voulions pas retarder l'ouverture de la Conférence, la délégation canadienne s'est rendue au grand complet au siège des Nations Unies en Europe. Il n'y avait personne devant l'entrée principale, excepté 150 journalistes et photographes qui, eux non plus, n'étaient pas trop sûrs si la Conférence allait commencer.

Quand nous avons parlé au fonctionnaire principal des Nations Unies, il nous a dit qu'il avait reçu, quelques minutes plus tôt, le message suivant des Britanniques. Le Royaume-Uni est un des coprésidents; l'autre est l'Union soviétique. Voici le message:

Nous nous sommes entendus sur la simple formule suivante: il n'y aura pas de réunion cet après-midi 12 mai, à trois heures, et nous ne savons rien de l'avenir.

Il n'y a donc pas eu de réunion cet après-midi-là. Nous avons bien examiné la salle de conférence, et nous avons constaté que nos sièges se trouvaient voisins de ceux des Chinois. Nous avons appris, en outre, d'autres détails au sujet des travaux. La question de la représentation du Laos n'a été réglée que quatre jours plus tard. Vous pouvez imaginer les consultations qui ont eu lieu entre temps.

Une formule acceptable

En fin de compte, on s'est entendu sur la formule suivante:

Les coprésidents ont convenu d'accepter, pour représenter le Laos, les délégations proposées par les divers gouvernements participant à la Conférence.

Les États-Unis ont proposé le gouvernement royal du Laos, et il me semble que l'Union soviétique a proposé le gouvernement du prince Souvanna Phouma, tandis que la Chine a proposé le Pathet Lao. Je ne suis pas tout à fait sûr du pays qui a proposé ce dernier. De toute façon, tout le monde a été proposé, mais les représentants du gouvernement royal du Laos ne se sont pas encore présentés. Ils ont refusé de siéger, déclarant qu'ils étaient le gouvernement officiel et qu'ils ne participeraient pas à la Conférence dans ces conditions.

La Conférence s'est ouverte mardi dernier, et nous avons eu une déclaration du prince Sihanouk, chef d'État du Cambodge. Ce pays, comme vous le savez, est voisin du Laos; le Canada est aussi membre de la Commission de surveillance dans ce pays. J'ai trouvé son discours d'ouverture excellent. En résumé, il a dit